

## Communiqué

### ***100 000 voix disent non à la démolition de la formation des enseignants***

L'appel *100 000 voix pour la formation* initié par la Coordination Nationale Formation Des Enseignants (CNFDE) et soutenu par la plupart des syndicats, la FCPE et l'UNEF, les coordinations, de nombreuses associations et sociétés savantes, les mouvements pédagogiques et une multitude de personnalités, vient de dépasser les 100 000 signatures. Ce sont 100 000 voix de parents, d'étudiants, d'enseignants, de chercheurs, de citoyens qui demandent l'abandon de la réforme de la formation des enseignants dite de « mastérisation » et qui, tout au contraire, appellent le gouvernement à un effort en faveur de l'école et de la formation de ses enseignants.

La CNFDE remercie vivement les 100 000 signataires de cet appel. Elle remercie tout particulièrement celles et ceux qui ont pris une part active dans cette action. Cet événement prend un relief particulier en cet été 2010 : c'est en effet en juin 2008 que le Président de la République et son ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, sûrs de leur fait, avaient annoncé le lancement de cette réforme...

Le gouvernement ne doit pas s'y tromper, cela signifie qu'est intact le refus exprimé l'an dernier par la communauté universitaire unanime, dans un mouvement sans précédent par son ampleur et sa durée. Cela signifie aussi que ce refus est désormais partagé bien au-delà de l'université et des IUFM, tout particulièrement par des dizaines de milliers de parents d'élèves.

Et pourtant, contre la volonté de l'ensemble des acteurs, le gouvernement s'obstine à mettre en place cette prétendue réforme. Il a commencé par défaire les cadrages des formations. Les débutants seront obligés d'improviser : pour un million et demi d'élèves dans le 2<sup>nd</sup> degré, leur année scolaire sera compromise dans une discipline au moins ; pour 150 000 élèves du 1<sup>er</sup> degré, c'est l'ensemble de leur année qui sera menacée. Y a-t-il encore une République quand sont instituées, dans la formation de ses maîtres, des inégalités géographiques et sociales aussi criantes que celles qui se dessinent ? Où est le sens des responsabilités quand le gouvernement oblige son administration, depuis plusieurs mois, à improviser la gestion de l'ingérable ? Où est l'éthique quand il sait que de très nombreux débutants seront mis dès septembre dans une situation de grande souffrance psychique ? Et où est le sens du bien public quand les gouvernants voient sans sourciller des officines privées se préparer à prospérer, dès la fin août, sur le désengagement de la puissance publique ?

La CNFDE appelle tous ceux qui le pourront, là où ils seront, à s'opposer dès la rentrée, avec la plus grande vigueur, à la démolition de la formation. Elle réitère ses principales demandes : maintien de la formation des lauréats dans les conditions antérieures, report des concours aux dates habituelles et dans les formes antérieures, défense des sites IUFM menacés de fermeture, création des postes d'enseignants et de formateurs nécessaires, ouverture de négociations pour une tout autre réforme.

Elle invite les citoyens, les élus et les organisations attachés à l'école à rejoindre les 100 000 voix et à faire connaître leur appel.

Secrétariat de la CNFDE, 1er juillet 2010